



Continuons à construire l'Europe ensemble

Nous, évêques délégués par les Conférences épiscopales de l'Union européenne (UE), réunis pour l'Assemblée plénière de printemps 2024 de la COMECE à Łomża (Pologne), célébrant le 20e anniversaire de l'élargissement historique de l'UE, avons adopté la déclaration suivante:

L'Église catholique a accompagné de près le processus d'intégration européenne depuis ses débuts, le considérant comme un processus visant à rassembler les peuples et les pays d'Europe dans une communauté garantissant la paix, la liberté, la démocratie, l'État de droit, le respect des droits de l'homme et la prospérité. Ce processus, porté avec courage par les pères fondateurs de l'Union européenne après les terribles guerres qu'a connues notre continent, était également basé sur des valeurs chrétiennes, comme la reconnaissance de la dignité de la personne humaine, la subsidiarité, la solidarité et la recherche du bien commun. Le 1^{er} mai 2004, l'UE s'est enrichie de dix nouveaux États membres, ce qui a constitué une étape importante dans la réalisation de la vision d'une Europe unie qui pourrait « respirer avec ses deux poumons », comme l'envisageait le pape Jean-Paul II, réunissant l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest en une communauté de peuples, différents et pourtant liés par une histoire et un destin communs. Ce fut une étape importante dans l'eupéanisation de l'UE, la rendant plus proche de ce qu'elle est appelée à être, et un témoignage puissant pour notre époque de la façon dont la coopération fraternelle, à la recherche de la paix et enracinée dans des valeurs partagées, peut l'emporter sur les conflits et les divisions.

Une Union plus large, mais aussi plus diversifiée, a toutefois entraîné de nouveaux défis. Malgré une solide intégration politique et économique des États membres de l'UE, on peut se demander dans quelle mesure un véritable dialogue entre les réalités nationales, les cultures, les expériences historiques et les identités s'est instauré dans les sociétés européennes. Tant qu'un véritable esprit européen, qui inclut un sentiment d'appartenance à une même communauté et de responsabilité partagée à son égard, ne sera pas pleinement développé, la confiance au sein de l'Union européenne risque d'être ébranlée et l'édification de l'unité pourrait se heurter à des tentatives de faire passer des intérêts particuliers et des visions étroites avant le bien commun.

Après les crises de ces dernières années qui ont entraîné une certaine « fatigue de l'élargissement », la guerre d'agression de la Russie contre l'Ukraine et les développements géopolitiques dans le voisinage de l'UE ont généré un nouvel élan pour de futures adhésions à l'Union, en particulier en ce qui concerne les pays des Balkans et de l'Est de l'Europe. Au-delà d'une nécessité géopolitique pour la stabilité de notre continent, nous considérons la perspective d'une future adhésion à l'UE comme un message fort d'espoir pour les citoyens des pays candidats et comme une réponse à leur désir de vivre dans la paix et la justice. Nous ne devons pas oublier que

ces pays ont souvent dû endurer des épreuves et des sacrifices tout au long de leur histoire.

L'adhésion à l'UE est toutefois un processus à double sens. Les pays aspirant à une future adhésion à l'UE doivent poursuivre les réformes structurelles nécessaires dans des domaines cruciaux, en particulier l'État de droit, le renforcement des institutions démocratiques, les droits fondamentaux, y compris la liberté religieuse et la liberté des médias, ainsi que la lutte contre la corruption, la criminalité organisée et d'autres. Dans le même temps, un processus d'élargissement de l'UE centré sur les citoyens, crédible et équitable devrait encourager et répondre de manière adéquate à ces efforts de réforme, en évitant toute politique de deux poids deux mesures dans le cadre de la procédure d'adhésion des pays candidats.

La crédibilité du processus d'élargissement de l'UE implique également des mesures concrètes de la part de l'Union pour se préparer à accueillir de nouveaux membres. Le futur élargissement de l'UE est l'occasion d'actualiser l'idée d'une Europe unie enracinée dans une solidarité concrète et de redécouvrir avec une fidélité créative les grands idéaux qui ont inspiré sa fondation même. Une Union élargie devra également repenser ses modes de gouvernance, afin de permettre à ses membres et à ses institutions d'agir en temps utile et de manière efficace. En outre, tout ajustement des cadres budgétaires, des politiques ou des domaines de coopération devrait tenir compte de son impact sur les personnes, en particulier les membres les plus vulnérables des sociétés des États membres actuels et futurs.

En espérant que le processus d'intégration européenne progresse, nous ressentons également le besoin d'appeler à une réflexion plus approfondie sur notre base de valeurs communes et les liens particuliers qui nous unissent en tant que famille européenne. Comme l'a dit le Pape François en s'adressant à l'Assemblée de la COMECE en mars 2023, « l'Europe a de l'avenir si elle est véritablement une union », chérissant l'unité dans la diversité. Les principes de subsidiarité, de respect des différentes traditions et cultures qui forment ensemble l'Europe, et de suivi de la voie de la solidarité pratique contre celle de l'imposition idéologique, sont primordiaux. En tant qu'Église catholique, nous sommes prêts à contribuer à ces efforts

Alors que l'histoire du processus d'intégration européenne reste en grande partie à écrire, nous confions tout particulièrement l'avenir de notre continent bien-aimé à notre Seigneur Jésus-Christ, Prince de la Paix, par l'intercession de Marie, Mère de l'Église, et des saints patrons de l'Europe, saint Benoît, saints Cyrille et Méthode, sainte Brigitte, sainte Catherine de Sienne et sainte Thérèse-Bénédicte-de-la-Croix.

Approuvé par l'Assemblée de la COMECE à Łomża (Pologne) le 19 avril 2024.